

L'ÉPHÉMÉRIQUE
DE CLAUDE ALLÈGRE



www.politique.eu

Les deux livres de Jean-Marie Messier et d'Alain Minc troublent la quiétude intellectuelle de beaucoup d'esprits éclairés. L'un et l'autre sont écrits à la gloire du nouveau capitalisme triomphant, de la nouvelle économie, d'Internet, mais aussi de la mondialisation. Ils affirment que la nouvelle entreprise est étroitement contrôlée par ses actionnaires, notamment les fameux fonds de pension américains, et qu'elle est soucieuse d'associer ses salariés à son capital, à sa prise de risque – d'où la vénération pour les célèbres stock-options. Qu'elle est enfin résolument moderne, par les technologies qui sont mises en œuvre, par leur gestion, par le travail en équipe. A les lire l'un et l'autre, le maelström mondial enchevêtré d'entreprises, la concurrence effrénée qu'elles se livrent sont des moteurs suffisants pour assurer une croissance économique durable du monde. Pourtant, ces deux ouvrages sont très différents. Le livre de Jean-Marie Messier est la saga joyeuse d'un jeune dirigeant d'une très grande entreprise qui décrit son cheminement pour se frayer avec succès une voie dans le nouveau monde économique dont il essaie, avec avidité, de comprendre les ressorts pour participer à son contrôle et à son essor. Le livre d'Alain Minc, au contraire, est un essai théorique, austère, difficile, qui cherche à formaliser cette nouvelle économie, ce qui lui donne un optimisme que l'on a rarement connu chez lui. Mais la philosophie sous-jacente, conquérante et optimiste, est bien identique dans les deux ouvrages.

Bien sûr, même si Minc souligne avec force que cette nouvelle économie produit beaucoup de richesses, elle génère également bon nombre d'inégalités et d'exclusions. La mécanique suggérée pour lutter contre ces « dysharmonies » est, au fond, très traditionnelle dans le cadre capitaliste : c'est le « Enrichissez-vous ! » de Guizot. Jean-Marie Messier, lui, adoptant une sorte de fordisme moderne, pense lutter contre les inégalités grâce à la participation des salariés au capital de l'entreprise. Les salariés comblés sont des consommateurs actifs. Naturellement, ces deux livres ont suscité des réactions très vives à gauche. Où est l'Etat ? Où est la démocratie ? Comment va se faire la redistribution des richesses ? Quel contrôle pour cette nouvelle économie ? Autant de questions légitimes qui expliquent les critiques formulées, par exemple, par Laurent Joffrin dans *Le Nouvel Observateur*.

Pour ma part, j'ai vu dans ces livres une extraordinaire critique en creux du monde politique actuel. Je n'ai trouvé, ni chez l'un ni chez l'autre, le refus de régulation par la puissance publique, mais plutôt la mise en évidence de l'inefficacité de la puissance publique actuelle face à ce nouveau capitalisme mondial triomphant. Les deux auteurs soulignent

eux-mêmes la nécessité de l'établissement de contre-pouvoirs puissants qu'ils seraient prêts à trouver « démocratiques » s'il s'agissait des médias, de la justice ou des actionnaires.

Trêve de billevesées, d'affrontements théoriques ou sémantiques. On nous disait, il y a quinze ans, qu'on refusait une Europe « grand marché ouvert à tous les vents », qu'on était partisan de construire une « Europe politique » et une « Europe sociale ». Où en sommes-nous aujourd'hui ? L'Europe est engluée dans d'inextricables négociations. On nous disait il y a dix ans que La Poste, France Télécom et EDF resteraient dans le domaine public avec leur monopole républicain. L'ouverture du marché de l'énergie et des communications désormais se profile. Cette prétendue volonté politique s'est-elle délitée ? Comment et pourquoi ?

*Il faut
moderniser
la politique,
comme
l'entreprise
a su
moderniser
ses techniques
et ses pratiques*

Si, effectivement, le « vent du marché » emporte une à une les « toitures républicaines », doit-on considérer cette évolution comme irréversible et inévitable ? Si l'on veut que la puissance politique représente l'intérêt général, qu'elle joue son rôle tout à la fois de régulateur, de garant de l'égalité des chances, de l'éducation pour tous, des soins pour tous, de la juste répartition des richesses, qu'elle soit l'incarnation d'une république démocratique, alors il faut provoquer une profonde mutation de la politique. Il faut la moderniser, comme l'entreprise a su moderniser ses techniques et ses pratiques. La politique doit cesser d'être confisquée par une oligarchie, identique à droite et à gauche, et utiliser les meilleurs citoyens, les plus compétents, où qu'ils se trouvent. La politique ne peut plus constituer un métier à vie, mais un service rendu à la communauté pour un temps limité. La reconnaissance politique se reconstruira sur les

services rendus, le travail accompli, et non la comptabilité des fautes. La phrase clef de la société française : « Il a fait un parcours sans faute », prime éclatante donnée à l'immobilisme discret, doit disparaître. Comme elle disparaît dans les entreprises. Il faut débureaucratiser l'Etat, le décentraliser, le doter de tous les moyens modernes de gestion, simplifier les règlements, modifier les règles financières et moderniser Bercy, réformer le Parlement, pour qu'il cesse de répéter de commissions en séances plénières les mêmes litanies et qu'il soit le lieu des grands débats de société. Il faut consulter les citoyens sur des sujets importants par Internet, par référendum, et faire du courage une vertu en politique. Alors, oui, la politique non seulement redeviendra l'indispensable contrepois au dynamisme échevelé et, c'est vrai, inquiétant du capitalisme mondial, mais retrouvera son primat. ●

allegre.express@ipgp.jussieu.fr